L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. 4682 DE URAYTRES No 72, Entre Conti et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 26 SEPTEMBRE 1861.

G. F. WEISSE P. LIMET. S. DUFOUR S. HARDY {EDITEURS-PROPRIETAIRES.

Nouvelle-Orléans, JEUDI MATIN, 26 SEPTEMBRE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les dix numéros. On paiera SIX portoure.

Ventes à Penvan de ce jour.

[illegible] H. Samory, 45 à 47, Vieille-Levée—Vêtements, [illegible] mar hanches sèches.
[illegible] R. Soit, à 10 heures, dans la rue Gravier, No 55 [illegible] poissons, volailles et légumes, conserves en [illegible] cognac, quincaillerie, perruques, &c.

La Ville.

Nouvelles et Rumeurs.

Les officiers du *Lancaster*, qui sont arrivés [illegible] hier soir en ville, ont été étonnés de voir l'émotion causée par leur présence parmi la population de la Nouvelle Orléans.

Cette émotion s'explique par l'état des esprits dans une ville bloquée par mer depuis plusieurs [illegible] qui a vu ses communications par terre avec l'Europe suspendues complètement depuis six semaines.

Les silencieuses attitude gardée par les puissances étrangères sur la question de reconnaissance de la Confédération du Sud, le mutisme forcé [illegible] consuls étrangers à la Nouvelle-Orléans [illegible] depuis longtemps sans instructions, l'anxiété bien naturelle des cinquante mille étrangers résidants de cette ville dont les relations [illegible] amitié ou d'affaires avec leur patrie [illegible] supprimées par M. Abraham Lincoln, tout [illegible] concourait à faire de l'entrée d'un navire de guerre français, le premier qui eût franchi [illegible] depuis le blocus, un véritable événement. Un journal avait d'ailleurs annoncé que le *Lavoisier* apportait les malles de la Havane et qu'il venait directement de France, et les quinze mille français de la Nouvelle-Orléans étaient disposés à croire que leur gouvernement, après les avoir longtemps délaissés, avait résolu enfin de leur rouvrir les communications postales supprimées par le fait de Lincoln au mépris des traités et au préjudice du commerce français du Havre et de Bordeaux.

Toute cette effervescence n'a pas tardé à tomber lorsqu'on a appris que le *Lavoisier* ne voindrait pas en ville, qu'il n'avait pas apporté d'autres lettres que les dépêches officielles destinées au consul, et que les officiers amenés par le remorqueur *Watson* entendaient ne jouer d'autre rôle que celui de simples visiteurs. Les intentions du gouvernement français à l'égard de la Confédération restent donc plus que jamais couvertes d'un voile mystérieux, et ses nationaux n'ont encore d'autre ressource que de faire un nouvel appel à leur patience, ou de mettre en pratique l'adage antique avec une légère variante : "aide toi, l'empereur t'aidera."

Deux confrères plus heureux que nous, paraît-il, tiennent les lettres de la Havane, et la coïncidence de cette publication avec l'arrivée du steamer français ne manquera pas d'éveiller les soupçons des croiseurs fédéraux, car il ne viendra pas à l'idée de leurs commandants que même de simples feuilles de papier puissent cacher leur vigilance.

Nous avons inséré hier un communiqué au sujet des Bons de la ville, afin que nos lecteurs puissent apprécier les deux faces de la question. Nous avions ignoré jusqu'alors que la ville eût un besoin d'argent aussi pressant, résultant du défaut de paiement des taxes, et nous avions cru tout d'abord que la mesure était prise uniquement dans l'intérêt du public pour remédier à la carotte de la petite monnaie. Le crédit de la ville est assurément fort bon pour 500,000 piastres, et si cette émission ne devait donner lieu ni aux fraudes ni aux spéculations, nous sommes incluenciens devant un fait accompli. Il n'en sera malheureusement pas ainsi et nous croyons devoir la liberté de suggérer au conseil comme moyen d'éviter, dans une certaine mesure, les spéculations qui se feront pour le rachat de ces bons, un amendement portant que tous les bons qui ne seront pas rentrés au trésor de la ville en paiement des taxes d'ici au 31 décembre 1862, seront remboursables à présentation par le trésorier en espèces ou billets ayant cours à cette époque. Ceci serait une garantie pour ceux qui se trouvant détenteurs de bons vers la fin de 1862, et n'ayant pas de taxes à payer ne parviendraient pas à s'en débarrasser.

Le débarquement sur la levée par un seul bateau à vapeur de 120 balles de coton a jeté en émoi les alarmistes. Pendant que le *Delta* range le l'événement avec le verre grossissant du pessimisme, le *Crescent* traite la chose de bagatelle et il donne à l'appui de sa quiétude les chiffres suivants. Les réceptions de coton depuis le 1er septembre ont été cette année de 655 balles, tandis que l'année dernière elles avaient été de 121,000 balles; le stock sur place est de 10,639 balles contre 155,000 à la date correspondante de 1860. Enfin, ajoute le *Crescent*, il nous faut quelques milliers de balles pour l'industrie domestique, et les petits envois que font les habitants ont pour but de faire face à des besoins très urgents. L'habitant qui n'a pas d'autres moyens de se procurer des provisions, ne peut laisser sa famille ni ses nègres mourir de faim à côté de ses balles.

Dans le *talk on change* du même journal nous trouvons, tous les jours, l'indication de propriétés appartenant à des gens du Nord. Avec un acte patriotique d'autant plus louable que peu de gens se soucient d'entreprendre cette tâche, le rédacteur du *Crescent* s'est mis à la chasse des yankees et il dénonce sans pitié les propriétés qui doivent tomber sous le coup de la loi de séquestre. Maintenant que le recevoir pour la Nouvelle-Orléans est nommé, il faut espérer que la loi va être mise sérieusement à exécution. Le Nord est sans pitié pour les nôtres et ne respecte pas plus la personne que les propriétés de nos concitoyens; toute faiblesse de la part des citoyens du Sud vis-à-vis des ennemis apparents ou cachés de notre Confédération serait plus qu'une faute.

LE PORT DE BRUNSWICK.—Voici les renseignements que nous trouvons dans la Nouvelle Encyclopédie sur ce port, qui serait, on dire du télégraphe, menacé d'une attaque :

Brunswick, port d'entrée et chef lieu du comté de Glynn, en Georgie, agréablement situé sur une colline peu élevée, sur la rivière à la Tortue, à 80 milles S. S. O. de Savannah. Ce port a une rade spacieuse et sûre, avec 13 pieds d'eau sur la barre à la marée basse, et un abri sur l'île St Simon, à huit milles plus bas. Le centre du détroit de St Simon par où la rivière à la Tortue se jette dans l'Atlantique, est environ à 10 milles à l'ouest de la ville. Le tonnage du district en 1859, s'élevait à 1,969. A l'époque de la publication de l'Encyclopédie, le chemin de fer de Brunswick à la Floride n'était pas encore terminé.

NOUVELLES DU KENTUCKY.—Plusieurs accrochages ont eu lieu entre Columbus et Cairo entre les éclaireurs des deux armées. Dans l'un de ces engagements un détachement de cavalerie confédérée a chargé une compagnie d'infanterie fédérale et lui a tué ou blessé six hommes.

Samedi dernier deux ou trois escadrons fédéraux ont descendu le fleuve jusqu'à environ deux milles de Columbus et ont jeté des bombes sur les deux rives pour tâcher d'obtenir une réponse des batteries masquées. Mais les confédérés n'ont pas daigné leur rendre leur politesse et ils sont repartis comme ils étaient venus.

Un voyageur arrivé à Bartling Green, dans le Kentucky, rapporte que les fédéraux, commandés par le général Sonneau ont occupé Elizabethtown, dans le comté de Hardin. Cette ville est à trois ou quatre milles au sud de la colline Muldrough et à 14 milles au sud de Rolling Fork où les sécessionnistes ont détruit un pont. La nouvelle est donc douteuse. Mais forces sont à dix milles au sud d'Elizabethtown. De toute façon ces rencontres est inévitable.

ACCIDENT ARRIVÉ AUX TROUPES DE LINCOLN.—Un voyageur arrivé du Nord annonce qu'un grave accident est arrivé sur le chemin de fer à 30 milles à l'ouest de Seymour, dans l'Indiana. Le train portant un régiment de Cincinnati à St-Louis, lorsqu'un tunnel où il passait sur une rivière, le pont se rompit et tous les wagons furent précipités de trente pieds de haut. Deux cents soldats furent tués et un grand nombre blessés, une compagnie entière manque à l'appel.

CANDIDAT POUR LE CONGRÈS.—On verra par ce référendum aux annonces que M. Ch. J. Villeré est candidat pour représenter le Premier District de la Louisiane au Congrès de la Confédération.

COLLÈGE DES JÉSUITES.—On verra par l'annonce insérée plus loin que cette institution ouvrira mardi prochain, 1er octobre.

INSTITUT CHAPPAZAIS. — Mme Chappazais annonce aujourd'hui ses familles, par l'entremise de l'*Abeille*, que la réouverture de son institution, située Chemin de Bayou, 282, près de la rue Claiborne, aura lieu mardi prochain, 1er octobre. Mme n'avons pas besoin de recommander aux familles cette institution d'éducation tout le monde sait que les enfants y reçoivent une instruction à la fois solide et variée, et que l'excellente direction dont elle est l'objet n'encourage l'espoir et le zèle de ses élèves.

Par le Télégraphe.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'ABEILLE

Dépêches de l'après-midi.

LA GRANDE EXPEDITION NAVALE.

Sa destination.

Savannah, 25 sept.—*Le Républicain* de ce matin dit que le rapport envoyé de Richmond hier par l'autorité, d'un voyageur arrivé de New York et portant qu'une expédition de 20,000 hommes était destinée à s'emparer de Brunswick, en Georgie, est corroboré par des renseignements donnés dans une lettre, datée de New York par une dame du Sud.

Lundi, le général Ripley, à Charleston, a reçu une dépêche annonçant que la flotte fédérale qu'on supposait à Old Point Comfort, était partie pour le Sud.

Les prisonniers d'Etat à Lonisville—Manifeste d'habeas corpus—Transfert des prisonniers à Indianapolis.

Nashville, 25 sept.—Le colonel Durrett et MM. W. Barr, (rapporteur télégraphique de la presse du Sud) qui ont été arrêtés avec le gouverneur Morehead, sous le prétexte d'avoir correspondu avec le Sud, viennent été envoyés au pénitencier à Jeffersonville.

Sur la demande de *habeas corpus*, le juge Catron a lancé un mandat d'*habeas corpus* pour obtenir leur mise en liberté, sur quoi les fédéraux, pour empêcher l'exécution du mandat, ont fait transférer les prisonniers à Indianapolis.

Dépêches de nuit.

Mouvements de la marine fédérale—Navires de guerre en vue des côtes de la Caroline du Nord—Forte commande entendue ce matin—Pilotes de cette prise par Pensacola.

Wilmington, 25 sept.—La barque suspecte dont il déjà été parlé, est encore en vue de New Inlet. Pensacola on envoyé un message au bateau un navire à vapeur. Hier, deux steamers étaient en vue ; ce matin on n'en voyait plus qu'un seul.

Dimanche, deux ou trois pilotes de côte envoyés aux ravitaillement de guerre de Lincoln, ont été faits prisonniers. On suppose qu'on leur fera faire un service obligatoire pour la flotte fédérale.

Lundi, six steamers étaient en vue de Macon, mais ils ont disparu presqu'aussitôt. On croit généralement ici que la destination de tous ces navires est la Cap Fear, où la commerce d'établir un dépôt pour l'approvisionnement des approvisionnements maritime et du matériel de guerre.

Une personne digne de foi, de New-River, connu d'Onslow, rapporte qu'on a entendu une forte canonnade en mer, lundi, vers l'orient, qui s'est continuée depuis 9 heures du matin jusqu'à une heure de l'après midi. Mais on ne sait rien que par le rapport de ce voyageur.

Mutinerie dans l'armée de la Virginie occidentale—Le général Floyd prend le commandement en chef de l'armée—Nouveaux prisonniers fédéraux—Texte est tranquille sur le Potomac — Respect des Fédéraux pour la Franc-Maçonnerie.

Richmond, 25 sept.—Le commandement de l'armée de la Virginie occidentale a été remis au général Floyd, le général Wise ayant été appelé à un autre commandement.

Huit cents prisonniers fédéraux sont arrivés ici cette après midi, venant du comté *Haudel*. On n'a pas entendu dire qu'il y ait eu aucun engagement sur le Potomac.

On a appris que lorsque les Fédéraux sont arrivés à Hampton, le 3me régiment de New York, sous le commandement du colonel Mason, est entré dans la loge des Francs Maçons, qu'il a réduit tous les livres, papiers et ameublements consumés, et a emballé dans des caisses et les a expédiés à Baltimore, où ils attendent des ordres de la Grande Loge de la Virginie. Toutes précautions ont été prises pour les préserver de toute violation.

CONTRIBUTIONS POUR LES VOLONTAIRES.—Mme Lay, femme du lieutenant-colonel Lay, du 6me régiment de la Louisiane, est en quête de par dessus en toile cirée ou en caoutchouc pour les soldats de ce régiment, afin de les préserver de la pluie pendant les gardes. Elle partira dans deux semaines pour la Virginie. Voir l'avis que nous insérons plus loin.

CANDIDATURE AU CONGRÈS.—Nous appelons l'attention sur une communication insérée dans nos colonnes d'annonce, et relative à la candidature offerte par des citoyens du premier District Congressionnel à M. Rufus Dorbear.

THÉATRE D'ORLÉANS.—Les soeurs Vestris annoncent pour dimanche prochain leur dernière représentation avant leur départ pour Richmond. Leur programme est des plus attrayants comme on pourra le voir en jetant un coup d'œil sur nos colonnes d'annonce ; nous en reparlerons.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—C'est ce soir qu'une société d'amateurs donne une grande représentation à l'Opéra, au profit du marché gratuit. Les directeurs font, en ce moment, un pressant appel au public pour qu'on les mette à même de continuer leurs distributions à 1,386 familles. Aller à l'opéra ce soir est un moyen facile de contribuer à cette bonne œuvre.

Les amateurs doivent jouer *Richelieu* et *la Conspiration*, drame en cinq actes, et *Ma last legs* comédie. Un bon orchestre exécutera des morceaux choisis pendant les entr'actes.

CHRONIQUE LOCALE.

Une quête.—Nous recevons la lettre suivante :

Messieurs les Editeurs de l'*Abeille*,

Messieurs,

Les dames de la Paroisse St-Augustin vous prient de recommander leurs sincères remerciements pour la générosité avec laquelle vous avez mis à leur disposition l'usage de votre journal pour une messe qui a été chantée à l'église St-Augustin, et se font un devoir de votre annonce que le montant de la quête au profit des volontaires de la Confédération s'élève à la somme de $75.

Nouvelles trompeuses.—Il passe par notre ville, presque chaque jour, des corps de troupes se dirigeant sur divers points de la théâtre de la guerre. Hier, le capitaine Louis Rush et la belle compagnie se sont rendus au Camp Moore, et il est arrivé une compagnie de Texas et une autre de Mississippi, partant pour la Virginie.

Réserve de l'Artillerie d'Orléans,—Une erreur s'est glissée dans la traduction du compte-rendu de notre rapporteur au sujet du bataillon d'artillerie d'Orléans. Le bataillon a eu en moment quatre compagnies au service actif de l'Etat. Ces compagnies qui sont engagées pour un an sont réparties dans les différents camps. Elles continuent en passant les mêmes exercices et manœuvres que les autres troupes qui font la réserve. Cette compagnie de réserve a eu entre six et sept cents hommes.

Si vous le permettez, fédéraux sont arrivés ici cette après midi, venant du comté *Haudel*. On n'a pas entendu dire qu'il y ait eu aucun engagement sur le Potomac.

Chose remarquable : le Président Lincoln, qui combattait plus souvent qu'il ne fait cède ; et en définitive, s'il réglementa la bonne chère, la boulangerie, les Bourses, les marchés, etc., il s'opposa nettement au rétablissement des corporations marchandes et industrielles, que d'excellents esprits, tels que Turgot, regardaient comme l'indispensable auxiliaire de la prospérité du commerce et des manufactures.

Le dix-neuvième siècle a donné reçu de son prédécesseur le lourd héritage des préjugés et des privilèges que l'ancien régime avait légués à la nation. Il n'a pas fallu moins de soixante années de discussions profondes pour amener une révolution scientifique dont les conséquences commencent seulement à se faire sentir. Les barrières dressées entre les peuples et même entre les citoyens d'une même contrée ne sont tombées que d'hier ; il n'y a pas un an que le mot "prohibition" a disparu de notre code douanier, et la chose semble encore, de moins pour quelques mois.

Il n'y a pas de jour où, en faisant un tournée dans l'après-midi, on ne trouve dans les bureaux du gouvernement ne découvre quelque vieil engin hors d'usage mais toujours braqué sur la poitrine du travailleur ; quelque vieille courtine féodale, mais non démolie, dernier vestige de la forteresse prohibitionniste.

Monopoles, prohibitions, échelle mobile, pacte colonial, tombent successivement sous le marteau d'or du progrès ; et cependant, on vient de s'en apercevoir il y a trois jours dans l'enceinte de la Bastei, le principe de la liberté des transactions, ce principe vital, cette pierre angulaire de la société moderne, n'est pas encore universellement reconnu par la loi ; la loi de 1807, qui fixe le maximum de l'intérêt conventionnel et de l'intérêt légal en matière civile comme en matière commerciale, est toujours en vigueur.

Deux pétitions d'hommes de commerce, corps de l'Etat, la première par des banquiers du département de la Charente, la seconde par la chambre syndicale du commerce d'exportation de Paris, pour obtenir l'abrogation de la loi de 3 septembre 1807, ont été lues à M. le ministre Rouher par la matière d'un rapport étudié terminé par des conclusions pratiques qui ne soulèveront certainement aucune objection.

M. Rouher pense qu'il serait raisonnable ; lo de modifier la loi de 1807 de manière à permettre aux banquiers de prêter au même taux que la Banque de France, puisque, depuis 1857, ce grand établissement est autorisé à élever au besoin le taux de son escompte au dessus de 6 0/0 ; 2o d'autoriser les commerçants français à stipuler, dans leurs relations avec les négociants étrangers et avec ceux de l'Algérie et des colonies, un intérêt égal à celui que ces derniers exigent dans le pays qu'habitent ces négociants.

Ce sont là, pour ainsi dire, des points de fait que le législateur sera conduit à constater par la force des choses. L'honorable rapporteur du Sénat en se renfermant scrupuleusement dans ce cadre restreint, qui d'ailleurs était celui des pétitions elles-mêmes, n'a pas eu à se prononcer sur le principe même de la liberté de l'intérêt qui certes n'a pas moins d'importance pour les matières civiles que pour les matières commerciales.

Quant à nous, nous croyons fermement que le temps est venu de procéder à l'abrogation complète de la loi de 1807, et de rendre ainsi aux transactions leur liberté, à la propriété son indépendance, à l'individu sa responsabilité.

La limitation du taux de l'intérêt n'est au fond qu'une limitation du droit de propriété pour le prêteur comme pour l'emprunteur lui-même : pour le prêteur, car interdire à un citoyen de prêter son argent au dessus d'un certain taux, c'est lui interdire la libre usage de sa propriété, et c'est d'ailleurs établir une inégalité visible entre les divers modes de possession, puisque rien n'empêche un propriétaire de louer un maison ou un champ plus cher qu'un autre ; pour l'emprunteur, car interdire à un citoyen d'emprunter sur ses biens immobiliers, mobiliers ou fiduciaires, au taux qu'il détermine, en raison de la solvabilité présumée du crédit, c'est lui nuire et paralyser entre ses mains les valeurs qu'il possède.

La question est encore plus grave quant aux rapports respectifs de l'individu et de l'Etat. L'Etat, tuteur des citoyens, intervenant dans leurs affaires privées pour les guider et les préserver des piéges de la vie, s'est une vieille théorie dont les gouvernements modernes tendent à se dégager de plus en plus. L'Etat le plus vigilant n'empêchera jamais un négociant inhabile de faire de fausses spéculations, un commerçant imprudent de faire faillite, un paysan d'acheter un champ trop cher qu'il n'en peut payer, et un habile prodigue de faire des lettres de change.

Que restait le législateur en fixant le taux de l'intérêt ? Prévenir et réprimer l'usure. L'arbitraire prouve que le but n'a pas été atteint. La fixation d'un maximum légal a éloigné des capitaux sérieux du prêt hypothécaire, et la propriété rurale s'en trouvée livrée à une classe infime de spéculateurs tertiens, espèce de bande noire de vautours qui tire la terreur des paysans et des petits propriétaires. La loi de 1807 n'est pas une barrière pour ces terribles ennemis ; elle n'en est pas faite pour eux, et les détails navrants qu'a révélés l'enquête législative de 1850, prouvent que ce n'est pas par une loi de maximum qu'on pourra jamais les atteindre.

D'ailleurs, et cette considération est essentielle, lorsque la loi de 1807 fut rendue, les capitaux à la recherche de placements sûrs et publics, étaient extrêmement restreints, et les placements hypothécaires. La rente, quoique capitalisée à bas prix, ne pouvait avoir un attrait bien vif pour des gens qui n'avaient pas de petits rentiers de 5 francs de revenu, de livrets rouge des assignats et de tiers consolidé, l'argent se portait donc tous naturellement vers la terre ; nous le le répétons. Il n'avait guère le choix.

Aujourd'hui les milliards de valeurs mobilières ont été créées ; elles rapportent, et nous parlons des plus solides, des intérêts bien au dessus de ceux qui ne sont pas inférieurs à 6 ou 7 0/0. Qu'en résulte-t-il ? C'est que la loi qui a décidé qu'on ne prêterait pas au-dessus de 5 0/0, n'ayant pas pu craigner qu'on prêterait, le capital se retire des valeurs immobilières dont il n'est pas libre de se mouvoir à son gré, et va se porter sur les valeurs mobilières qui offrent un champ libre à la spéculation.

POUR LE CONGRÈS.

CHARLES J. VILLERÉ

Candidat pour le Premier District Congressionnel.

Election le 4 novembre.

POUR

AUDITEUR DES COMPTES PUBLICS

M. FERRALTA.

Election au 1er lundi de novembre. 7 sep

Auditeur.

MM les Editeurs de l'Abeille,

Veuillez annoncer que M. BITHELL HAYNES est candidat à la place d'Auditeur des Comptes Publics. Election à lieu au novembre prochain. Shsept

Collège Saint Ste Thérèse d'Avila gérée par les Dames du Sacré Cœur.

Premier District.

HENRY DODART

Est candidat à la place de COLLECTEUR DE DENIERS D'ETAT pour le Premier District.—L'élection a lieu le 4 novembre prochain. 6SEPT

UN AMI.

A LOUER,

Une maison à trois étages, No 77 rue Conti, entre Royale et Bourbon.

J. F. HINCKS,

No 111 rue de Canal.

26 sept—3t

Maison à vendre.

A vendre, pour des convenances en des Bains de mer, la

MAISON

189 Maison d'attention, [illegible]

J. B. SLAWSON.

No 6, rue Royale.

Shsept—6t

Noyé—Le coroner Bench a tenu hier une enquête sur le corps d'un jeune garçon, anglais, âgé de dix ans, nommé John Dougherty, qui s'est noyé accidentellement dans le fleuve, en se baignant, en face de la rue Bienville, dans l'district. Il appartenait à Paroisse St-Augustin.

Mystère.—Un homme qui connaissait une charrette chargée de sacs de riz, rue Poydras, près Baronne, qui tombé de sa voiture, hier soir, vers 10 heures. Dans des roues lui a passé sur le ventre, la blessant grièvement. Il a été transporté chez lui, Rampart, dans un cab. Nous n'avons pas pu connaître son nom.

ENCORE UNE COMPAGNIE.—Une compagnie composée de 90 hommes est partie du Lac Pont samedi dernier sous le commandement du capitaine William Mabry. Cette compagnie est la seconde d'hommes appartenant aux paroisses Natchitoches et Rienville.

L'Union des Natchitoches.

TRAITEMENT SUBI PAR LES DAMES A WASHINGTON.—Le *Baltimore Exchange* publie la correspondance suivante :

Samedi à onze heures du matin, Mme ..... avait la visite d'une dame de ses amies, lorsqu'elle vit entrer deux hommes qui lui annoncèrent qu'elle était en état d'arrestation ainsi que sa famille. Immédiatement des hommes armés se placèrent dans les salons à toutes les portes et autour de la maison, tandis que quatre hommes visitaient le haut de la maison, fermant les portes des appartements, brisant les serrures des meubles, fouillant les tiroirs, les caisses, éventrant les malles, remuant dans les poches des robes avec une activité destructive. Les dames firent de vaines remontrances, on leur dit de se taire et elles ne voulaient être mises sous la garde de sentinelles. Les mains de l'une d'elles qui tenait un portefeuille furent violemment froissées et on la pousa violemment dans une chambre où on l'enferma avec un soldat.

Leurs vêtements furent souillés par les mains de ces misérables, qui ne leur épargnèrent aucun genre d'insultes en gestes et en paroles. Quand les soldats eurent fini de fouiller les poches et les malles, il poursuivirent leur tâche infâme dans une chambre avec des soldats armés pour la garder à vue.

La correspondance ajoute que la garnison s'est emparée de la maison qui a été saccagée à plaisir.

La liberté de l'intérêt.

Extrait du *Constitutionnel*.

La liberté des transactions est peut-être le plus précieux des droits dont le faisceau forme ce qu'on appelle la liberté civile. Avant 1789, les Français n'avaient la liberté ni de produire, ni de fabriquer, ni de faire circuler, ni de consommer, ni même de consommer ; la production et la consommation, ainsi que leur intermédiaire, le commerce, subissaient une foule de prohibitions et de réglementations destructeurs de toute activité, de toute initiative et de toute richesse véritable.

De pareilles entraves ne disparaissent pas en un jour ; les premières assemblées firent table rase des règlements prohibitifs et restrictifs ; mais elles ne purent changer les idées en vertu desquelles ces règlements avaient été établis, idées en quelque sorte innées dans le gouvernement et dans les esprits et qui survécurent à l'ancien régime.

Ainsi, lorsque au commencement de ce siècle, la France reçoit le bienfait d'un gouvernement régulier, on y voit reconstituer l'une après l'autre, plus ou moins modifiées, mais toujours vivantes, les idées de réglementation étroite et de perpétuelle ignorance qui semblaient avoir été noyées dans le flot révolutionnaire avec les institutions qu'elles inspiraient. Elles on proposais de règlements, plus on voyait travailler au rétablissement de l'ordre. C'était l'esprit du temps. Chose remarquable : le Premier Consul le combattait plus souvent qu'il ne cédait ; et en définitive, s'il réglementa la bonne chère, la boulangerie, les Bourses, les marchés, etc., il s'opposa nettement au rétablissement des corporations marchandes et industrielles, que d'excellents esprits, tels que Turgot, regardaient comme l'indispensable auxiliaire de la prospérité du commerce et des manufactures.

Le dix-neuvième siècle a donné reçu de son prédécesseur le lourd héritage des préjugés et des privilèges que l'ancien régime avait légués à la nation. Il n'a pas fallu moins de soixante années de discussions profondes pour amener une révolution scientifique dont les conséquences commencent seulement à se faire sentir. Les barrières dressées entre les peuples et même entre les citoyens d'une même contrée ne sont tombées que d'hier ; il n'y a pas un an que le mot "prohibition" a disparu de notre code douanier, et la chose semble encore, de moins pour quelques mois.

Il n'y a pas de jour où, en faisant un tournée dans l'après-midi, on ne trouve dans les bureaux du gouvernement ne découvre quelque vieil engin hors d'usage mais toujours braqué sur la poitrine du travailleur ; quelque vieille courtine féodale, mais non démolie, dernier vestige de la forteresse prohibitionniste.

Monopoles, prohibitions, échelle mobile, pacte colonial, tombent successivement sous le marteau d'or du progrès ; et cependant, on vient de s'en apercevoir il y a trois jours dans l'enceinte de la Bastei, le principe de la liberté des transactions, ce principe vital, cette pierre angulaire de la société moderne, n'est pas encore universellement reconnu par la loi ; la loi de 1807, qui fixe le maximum de l'intérêt conventionnel et de l'intérêt légal en matière civile comme en matière commerciale, est toujours en vigueur.

Deux pétitions d'hommes de commerce, corps de l'Etat, la première par des banquiers du département de la Charente, la seconde par la chambre syndicale du commerce d'exportation de Paris, pour obtenir l'abrogation de la loi de 3 septembre 1807, ont été lues à M. le ministre Rouher par la matière d'un rapport étudié terminé par des conclusions pratiques qui ne soulèveront certainement aucune objection.

M. Rouher pense qu'il serait raisonnable ; lo de modifier la loi de 1807 de manière à permettre aux banquiers de prêter au même taux que la Banque de France, puisque, depuis 1857, ce grand établissement est autorisé à élever au besoin le taux de son escompte au dessus de 6 0/0 ; 2o d'autoriser les commerçants français à stipuler, dans leurs relations avec les négociants étrangers et avec ceux de l'Algérie et des colonies, un intérêt égal à celui que ces derniers exigent dans le pays qu'habitent ces négociants.

Ce sont là, pour ainsi dire, des points de fait que le législateur sera conduit à constater par la force des choses. L'honorable rapporteur du Sénat en se renfermant scrupuleusement dans ce cadre restreint, qui d'ailleurs était celui des pétitions elles-mêmes, n'a pas eu à se prononcer sur le principe même de la liberté de l'intérêt qui certes n'a pas moins d'importance pour les matières civiles que pour les matières commerciales.

Quant à nous, nous croyons fermement que le temps est venu de procéder à l'abrogation complète de la loi de 1807, et de rendre ainsi aux transactions leur liberté, à la propriété son indépendance, à l'individu sa responsabilité.

La limitation du taux de l'intérêt n'est au fond qu'une limitation du droit de propriété pour le prêteur comme pour l'emprunteur lui-même : pour le prêteur, car interdire à un citoyen de prêter son argent au dessus d'un certain taux, c'est lui interdire la libre usage de sa propriété, et c'est d'ailleurs établir une inégalité visible entre les divers modes de possession, puisque rien n'empêche un propriétaire de louer un maison ou un champ plus cher qu'un autre ; pour l'emprunteur, car interdire à un citoyen d'emprunter sur ses biens immobiliers, mobiliers ou fiduciaires, au taux qu'il détermine, en raison de la solvabilité présumée du crédit, c'est lui nuire et paralyser entre ses mains les valeurs qu'il possède.

La question est encore plus grave quant aux rapports respectifs de l'individu et de l'Etat. L'Etat, tuteur des citoyens, intervenant dans leurs affaires privées pour les guider et les préserver des piéges de la vie, s'est une vieille théorie dont les gouvernements modernes tendent à se dégager de plus en plus. L'Etat le plus vigilant n'empêchera jamais un négociant inhabile de faire de fausses spéculations, un commerçant imprudent de faire faillite, un paysan d'acheter un champ trop cher qu'il n'en peut payer, et un habile prodigue de faire des lettres de change.

Que restait le législateur en fixant le taux de l'intérêt ? Prévenir et réprimer l'usure. L'arbitraire prouve que le but n'a pas été atteint. La fixation d'un maximum légal a éloigné des capitaux sérieux du prêt hypothécaire, et la propriété rurale s'en trouvée livrée à une classe infime de spéculateurs tertiens, espèce de bande noire de vautours qui tire la terreur des paysans et des petits propriétaires. La loi de 1807 n'est pas une barrière pour ces terribles ennemis ; elle n'en est pas faite pour eux, et les détails navrants qu'a révélés l'enquête législative de 1850, prouvent que ce n'est pas par une loi de maximum qu'on pourra jamais les atteindre.

D'ailleurs, et cette considération est essentielle, lorsque la loi de 1807 fut rendue, les capitaux à la recherche de placements sûrs et publics, étaient extrêmement restreints, et les placements hypothécaires. La rente, quoique capitalisée à bas prix, ne pouvait avoir un attrait bien vif pour des gens qui n'avaient pas de petits rentiers de 5 francs de revenu, de livrets rouge des assignats et de tiers consolidé, l'argent se portait donc tous naturellement vers la terre ; nous le le répétons. Il n'avait guère le choix.

Aujourd'hui les milliards de valeurs mobilières ont été créées ; elles rapportent, et nous parlons des plus solides, des intérêts bien au dessus de ceux qui ne sont pas inférieurs à 6 ou 7 0/0. Qu'en résulte-t-il ? C'est que la loi qui a décidé qu'on ne prêterait pas au-dessus de 5 0/0, n'ayant pas pu craigner qu'on prêterait, le capital se retire des valeurs immobilières dont il n'est pas libre de se mouvoir à son gré, et va se porter sur les valeurs mobilières qui offrent un champ libre à la spéculation.

POUR LE CONGRÈS.

CHARLES J. VILLERÉ

Candidat pour le Premier District Congressionnel.

Election le 4 novembre.

POUR

AUDITEUR DES COMPTES PUBLICS

M. FERRALTA.

Election au 1er lundi de novembre. 7 sep

Auditeur.

MM les Editeurs de l'Abeille,

Veuillez annoncer que M. BITHELL HAYNES est candidat à la place d'Auditeur des Comptes Publics. Election à lieu au novembre prochain. 6sept

Collège Saint Ste Thérèse d'Avila gérée par les Dames du Sacré Cœur.

Premier District.

HENRY DODART

Est candidat à la place de COLLECTEUR DE DENIERS D'ETAT pour le Premier District.—L'élection a lieu le 4 novembre prochain. 6SEPT

UN AMI.

A LOUER,

Une maison à trois étages, No 77 rue Conti, entre Royale et Bourbon.

J. F. HINCKS,

No 111 rue de Canal.

26 sept—3t

Maison à vendre.

A vendre, pour des convenances en des Bains de mer, la

MAISON

189 Maison d'attention, [illegible]

J. B. SLAWSON.

No 6, rue Royale.

Shsept—6t

FEUILLETON.

LA FILLE DE SATAN.

IX

LES COMPAGNONS DE VOYAGE.—(Suite.)

Les voyageurs mirent pied à terre dans la cour de l'auberge et confièrent leurs chevaux aux domestiques.

Ils traversa la porte ouverte de l'écurie éclairée par une lampe dans le fond, on voyait un cheval de haut prix, paré d'une riche housse de harnais blancs aux rosaces d'argent ; à côté était un autre cheval, excellent aussi, mais qui, plus simplement équipé, paraissait celui d'un serviteur.

Le domicinin, qui avait hâte de voir la couleur de ce côté, vit avec un nouveau déplaisir qu'il y avait encore du monde dans l'auberge à cette heure avancée.

Cependant, en entrant dans la salle basse, il n'y aperçut aucun étranger. Il n'y avait là que le maître de logis, auquel il s'adressa pour demander le moyen de se procurer un bateau.

Après avoir reçu les instructions nécessaires, il se rendit avec ses compagnons au bord de l'eau.

Le vent, qui avait redoublé de violence, tordait et pliait des peupliers plantés devant le mur de l'auberge, soulevait des tourbillons de gravier de la grève, frappait les barques amarrées qui se heurtaient avec un bruit de chaines et soulevait en vagues bondissantes l'étendue de la rivière.

Le cor de l'auberge, tourné vers le bord de l'eau, était percé de fenêtres. L'une d'elles, appartenant à une chambre du premier étage, se voyait éclairée.

Le conducteur d'Etheno, que tout inquiétait, le remarqua encore.

La châssis à cadre de plomb était ouvert, mais l'on des peupliers l'abritait d'une jalousie naturelle : c'était dans l'instant où un fort coup de vent écartait ses branchages qu'on découvrait la fenêtre.

Sur le fond de la chambre éclairée se détachait alors en silhouette une tête penchée à la renverse, et qui, quelques instants après, se montra tout entière, on pouvait être qui celle d'un très jeune homme ou d'une femme.

Après avoir fait cette observation d'un regard, le domestique descendit la grève, choisit une des barques qui flottaient à l'ancre d'eau, et appela le batelier auquel elle appartenait, pour qu'il en ouvrit la chaîne ; puis il dit à son homme qu'il se passerait de ses services, parce que la tempête rendait impossible maintenant la traversée, ce frère et lui se chargeaient de le ramener bientôt en cette rive.

Les quatre religieux et le jeune homme s'embarquèrent.

Les deux frères dominicains étaient à la proue, tenant les avirons.

Etienne, assis sur une banquette, devant eux, avait le coude appuyé sur son genou et soutenait dans sa main sa tête dure et étonnée, ayant la blanche lueur de la lune augmentait par son reflet la touchante pâleur.

Les frères cordeliers se tenaient debout à la poupe.

Les barque avançait avec de violentes secousses, parmi les vagues soulevées au milieu de l'écume houleuse, coupée de l'ombre des rangées de deux lignes d'échouilles scintillantes que nos lecteurs ont reconnues.

Le domicinin prit rudement les frères cordeliers de l'associés, parce qu'il avait déjà passé de peine à conduire le bateau sous le vent, ainsi qu'on le tenait ainsi debout, ils en augmentaient le balancement.

Les frères de saint François ne répondirent rien et restèrent immobiles. Depuis le départ sur l'eau, leur silence, leur attitude avaient, sans qu'on pût le définir, qu'une chose de recueilli et de hautain.

Un d'eux, celui qui avait toujours paru avoir la priorité sur son frère, ne paraissait occupé qu'à mesurer de l'œil l'espace franchi, qui devenait toujours plus large entre la barque et le rivage.

Lorsqu'il jugea être arrivé au milieu du courant :

—Ecoutez, maintenant ! dit le cordelier d'une voix qui domina le bruit du vent et des eaux et commanda l'attention.

Les regards se portèrent vers lui.

—A présent que vos chevaux ne peuvent plus s'échapper les autres à la course et nous parmettre de fuir, continua-t-il, je dois dire en qui nous amène. Vous connaissez un criminel d'Etat ; il faut nous le rendre.

Le domicinin et Etienne demeurèrent pétrifiés,